



PREMIER DE L'ABONNEMENT.

Edition Quotidienne.

Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois. POUR LES ETATS-UNIS... \$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00

Le Numéro

Cinq Sous

PREMIER DE L'ABONNEMENT.

Edition Hebdomadaire.

Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois. POUR LES ETATS-UNIS... \$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00

L'Abcille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

Journal Français Quotidien

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 28 OCTOBRE 1898.

Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO. LIMITED.

333 rue de Chartres, Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO. LIMITED. 333 rue de Chartres, Entre Conti et Bienville.

DEPECHE

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABELLE

Jusqu'à la dernière heure.

SERVICE DE LA

PRESSE ASSOCIEE

ET

Service Spécial

DE TOUTES LES PARTIES DU

MONDE.

Faux Bruit de l'assassinat du Président Faure.

Paris, 27 octobre.—La rumeur qui a couru à Londres, suivant laquelle le président Faure aurait été assassiné, est fautive.

Intéressante entrevue avec le général Kitchener.

Paris, 27 octobre.—Le général Kitchener a quitté Paris, ce matin; il arrivera, à Londres, cette après-midi.

"L'Événement" publie le rapport d'une entrevue avec le général. Il aurait dit, en conversation: Je ne suis qu'un soldat, non un agent de la diplomatie—ce qui n'est pas mon affaire; mais j'espère que les diplomates réussiront à régler cette affaire à l'amiable.

Je ne peux que louer les français, particulièrement le major Marchand qui m'a reçu, à Fashoda, avec la plus charmante cordialité. Je garderai toujours le souvenir de sa réception.

La situation est à bon droit considérée comme très-critique; mais je ne puis approuver ceux qui prétendent que la guerre est la seule solution possible. Une discussion calme, courtoise aboutira à une solution qui satisfiera les deux nations.

Peut-être mon opinion sur l'exploit du major Marchand contribuera-t-elle à conduire au résultat que tout le monde désire."

Canons espagnols.

Washington, 27 octobre.—Quelques canons pris à Santiago sont en route pour les Etats-Unis. Ces canons seront installés à l'île de Guantanamo en attendant que le Congrès en dispose.

LES BRUITS

SUR LA FORMATION DU

FUTUR CABINET

DE PARIS.

Paris, 27 octobre.—Il n'a encore été pris aucune décision définitive sur la formation d'un nouveau cabinet. Cependant, il court une infinité de listes de ministres dans lesquelles M. Ribot figure en première ligne. On dit que c'est le candidat favori de l'Élysée.

On croit généralement que le président Faure lui fera appel pour former un cabinet de concentration républicaine, avec M. Delcassé comme ministre des affaires étrangères. Un pareil cabinet ne s'opposera pas à la révision du procès Dreyfus. M. Ribot a toujours été considéré comme étant en faveur de cette mesure.

A PARIS.

Paris, France, 27 octobre.—Le président Faure a reçu aujourd'hui M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, et a eu un long entretien avec lui.

M. Delcassé a causé longuement avec le capitaine Baratier, l'officier français arrivé à Paris avec le rapport de l'exploration du major Marchand et de son arrivée à Fashoda.

Accord entre les plénipotentiaires de paix sur la question cubaine

Paris, France, 27 octobre.—Les plénipotentiaires espagnols ont accepté la décision négative des Américains au sujet de la proposition de mise de la dette cubaine à la charge des Etats-Unis.

Les plénipotentiaires américains ont courtoisement mais fermement refusé d'assumer au nom des Etats-Unis la responsabilité entière ou partielle de la situation financière de l'Espagne, et les Espagnols ont finalement cessé leurs efforts et ont consenti à l'insertion sans conditions de l'article du protocole relatif à l'île de Cuba dans le traité de paix définitif.

Ce n'est que lundi que les Espagnols devinrent absolument convaincus que les Américains, en refusant dès le début d'assumer la dette cubaine, avaient réellement dit ce qu'ils pensaient. Malgré le fait que les représentants de l'Espagne doutaient du succès, leur espoir n'en était pas moins grand; et ils soutinrent et vigoureusement leurs réclamations que la conviction finale de leur impuissance à triompher leur porta un coup tel et les découragea au point qu'on eut des doutes graves sur la continuation des négociations.

L'appui de cette théorie vient le fait que Senor Montero Rios, président de la commission espagnole, aurait résigné ses fonctions à la suite de la séance de lundi dernier s'il n'avait pas cru qu'en agissant ainsi il put sérieusement ébranler, sinon renverser, le ministre Sagasta. Pour cette raison, sinon pour d'autres, Senor Montero Rios est resté à son poste.

A la séance d'hier les Espagnols, conformément à la conviction qu'ils avaient acquise lundi, ont déclaré qu'ils renoncèrent à toute autre discussion de la dette cubaine et qu'ils acceptèrent l'insertion dans le traité de paix final de l'article relatif à Cuba dans les mêmes termes, pratiquement, et dans le même esprit que le protocole.

L'Espagne renonce ainsi sans conditions à la souveraineté sur l'île de Cuba et à toute réclamation. Tous les différends, s'il y en eut, au sujet de Porto-Rico et de l'île de Guam ont été réglés par une entente mutuelle, de sorte que les commissaires ne se trouvent plus en présence que de la question des Philippines, qui viendra en discussion la semaine prochaine.

La séance conjointe a duré de deux heures à quatre heures de l'après-midi.

Les responsabilités des Etats-Unis dans l'île de Cuba.

Washington, 27 octobre.—La déclaration faite par les plénipotentiaires américains aux commissaires espagnols, à la séance de lundi dernier, déclaration établissant que l'attitude prise par les Etats-Unis au sujet de Cuba et de la dette cubaine ne pouvait pas être considérée comme susceptible d'être changée, et que, consé-

quemment, les Américains étaient prêts à discuter d'autres points du protocole, a eu l'effet désiré, comme le démontrent les dépêches reçues de Paris.

Une concession que feront nos commissaires sera d'assurer au nom des Etats-Unis que la vie et la propriété seront protégées dans l'île de Cuba.

Les Etats-Unis n'assument cette responsabilité que jusqu'à l'établissement et le fonctionnement d'un gouvernement stable dans l'île de Cuba. Il n'y aura donc pas de garantie perpétuelle à cet égard.

Une signification non justifiée a été donnée à l'envoi d'un message spécial, hier, au Président qui se trouve à Philadelphie.

Voici les faits: Presque chaque jour un long rapport du juge Day, président de la commission américaine à Paris, relatant les événements de la journée, arrive à Washington. Le Président a minutieusement examiné ces rapports avec le secrétaire Hay, et quelquefois avec des officiers de l'armée et de la marine quand leurs avis semblaient nécessaires.

Le rapport reçu hier était très long, et son envoi en langage chiffré à Philadelphie fut nécessaire plus de temps et fut moins convenable que son envoi par un message.

Comme les négociations sont entrées dans une phase vitale, on a jugé qu'il était préférable de ne pas attendre le retour de M. McKinley à Washington, et le rapport quotidien fut envoyé par l'employé confidentiel du sous-secrétaire Cridler.

On pense que les plénipotentiaires vont maintenant discuter la question des Philippines.

Entr'autres choses les commissaires des Etats-Unis se sont occupés de la dette des Philippines, sur laquelle on n'a guère d'informations à Washington.

Il n'est pas probable que cette dette soit traitée comme la dette cubaine. En d'autres termes, les Etats-Unis prennent possession des Philippines, ce qui semble maintenant la solution logique, on peut raisonnablement établir qu'au moins la partie de la dette représentant l'argent dépensé pour des améliorations dans les îles sera assumée par les Etats-Unis en même temps que la souveraineté.

La question est entièrement différente de celle de Cuba, où les Etats-Unis n'ont obtenu aucun avantage matériel, tandis que par l'annexion des Philippines ils deviendront propriétaires d'un territoire aussi étendu que celui des îles Britanniques, avec une population de plus de huit millions d'âmes.

Le devoir des plénipotentiaires américains est d'arranger les détails du transfert des Philippines aux Etats-Unis, car il est stipulé d'une façon précise dans le protocole de paix que la disposition des Philippines sera effectuée par les plénipotentiaires. De sorte qu'il y aura, au contraire de la question cubaine, ample matière à discussion à propos des questions relatives aux dettes des Philippines, des dettes insulaires et des dettes municipales.

Séance de cabinet à Londres.

Londres, 27 octobre.—Les membres du cabinet se sont réunis aujourd'hui au ministère des affaires étrangères. Tous les membres étaient présents. La séance a duré deux heures.

En quittant le Foreign Office les ministres souriaient et semblaient n'avoir aucune appréhension au sujet de l'avenir.

Le baron de Courcel, ambassadeur de France, a vu le marquis de Salisbury immédiatement après la séance de cabinet.

Le cas de Mme Sanderson.

Battle Creek, Michigan, 27 octobre.—L'interrogatoire préliminaire de Mme Adolphus Sanderson, qui est accusée du meurtre de son mari, a commencé aujourd'hui à midi.

Marie Robertson, la domestique de l'accusée, a déclaré qu'elle avait vu sa maîtresse ramasser des éclats de bouteille et les mettre dans le moulin à poivre en disant: "Peut-être trouvez-vous cela étrange Marie, mais je n'y pense pas plus que quand je mange mon déjeuner."

Mme Sanderson a alors réduit les éclats de verre en une poudre qu'elle a mise dans le potage que son vieux mari a mangé. Il est tombé malade, s'est plaint de cas d'indigestion devenant de plus en plus graves, et les querelles entre le mari et la femme n'ont pas cessé jusqu'à la mort du premier.

A LA

Cour de Cassation.

L'affaire Dreyfus

RAPPORT DE M. BARD.

Le rapporteur se prononce en faveur d'une révision.

LECTURE D'UNE LETTRE DU COLONEL PICQUART.

DEMONSTRATION

d'un groupe d'anti-révisionnistes.

Paris, 27 octobre.—La Cour de Cassation qui doit décider de la réouverture de l'affaire Dreyfus, le prisonnier de l'île du Diable, que l'on dit avoir été faussement accusé d'avoir vendu des plans militaires à une puissance étrangère, s'est réunie aujourd'hui.

La salle était encombrée de curieux, mais il n'y a eu aucune démonstration.

Dans le Palais, dont les portes étaient fermées comme mesure de précaution, on admettait que les porteurs de billets.

Les quelques spectateurs qui se trouvaient autour du palais, étaient priés de circuler, par la police. En dedans du palais, les gardes municipaux stationnaient dans tous les corridors qui conduisent à la salle d'audience.

Maitre Labori, conseil de M. Zola, pendant le procès fameux de ce dernier, se trouvait parmi les avocats, au premier rang. On avait fourni à Mme Dreyfus, la femme du prisonnier, une chaise dans un coin. Elle était représentée par maître Morand.

Immédiatement après l'ouverture de la cour, l'affaire Dreyfus a été appelée. Le rapporteur Bard a commencé les procédures par un historique de l'affaire, depuis l'arrestation de Dreyfus. Il a dit que la condamnation avait eu lieu pour un des crimes qui inspirent le plus un horreur universelle, et elle frappa un des hommes sur lequel le pays avait reposé toute sa confiance.

Continuant, M. Bard a parlé des efforts tentés pour obtenir une révision de l'affaire. Il a rappelé la dénomination du major Esterhazy, et l'appel fait par Mme Dreyfus pour une révision du procès.

M. Bard a dit que cet appel était basé sur la supposition que le bordereau avait été écrit par le major Esterhazy. Il a remarqué qu'il y avait des faits suspects justifiant la demande de révision. Mme Dreyfus a maintenu que son mari n'avait pas écrit le bordereau, mais tous les experts ont déclaré qu'il l'avait écrit. Conséquemment, la cour aurait à examiner ces faits et à décider si une révision était justifiée.

M. Bard a ajouté que la demande de révision avait été décidée à la suite des aveux du lieutenant-colonel Henry, qui a déclaré qu'il avait écrit un document faux à propos de cette affaire. Mais, a dit M. Bard, ce faux, écrit en 1896, ne pouvait pas être considéré comme une raison suffisante pour une révision ou une annulation du jugement rendu en 1894. Malgré le fait qu'il avait commis un faux, a dit M. Bard, la déposition du lieutenant-colonel Henry a été écrasante pour Dreyfus. Mais, a continué le rapporteur, le témoignage d'un faussaire peut toujours être suspecté. Il y avait consé-

quemment une présomption basée sur de nouveaux faits, qui a conduit à une demande de révision; et il y avait aussi des raisons de demander si d'autres faits n'avaient pas été révélés, et si Dreyfus était réellement l'auteur du bordereau.

M. Bard a donné ensuite lecture du rapport du colonel Paty du Clam sur l'arrestation de Dreyfus, alors capitaine d'artillerie détaché à l'état-major, rapport dans lequel le colonel dit que Dreyfus, en écrivant sous sa dictée, a montré une excitation intense.

Mais, a ajouté M. Bard à la grande surprise de ses auditeurs, la photographie de ce document ne porte pas la moindre indication du fait que Dreyfus fut sous le coup d'une grande excitation.

Dreyfus, a dit ensuite M. Bard, a nié devant le colonel Paty de Clam qu'il eût jamais eu, directement ou indirectement, des relations avec des puissances étrangères.

Le rapport du colonel a démontré, en outre, que Dreyfus avait écrit des documents compromettants dans dix positions différentes, assis et debout, avec et sans gants, avec une plume ordinaire et une plume ronce.

Plus loin, M. Bard a cité plusieurs faits en faveur d'une révision du procès. Il a exprimé l'étonnement que lui causait la conduite de l'affaire. Il a fait allusion aux perquisitions faites au domicile du colonel Picquart, tandis qu'on ne s'est pas occupé de la résidence du major Esterhazy, qui était cependant accusé directement.

Le rapporteur a sévèrement critiqué le rapport du major Ravary sur les accusations portées contre le major Esterhazy. Il a dit ensuite que Belhomme et Varnier, deux experts en écritures, étaient des fous dont les témoignages n'étaient pas dignes de foi.

Après avoir rappelé le fait que les experts chargés d'examiner le bordereau ont exprimé des opinions très différentes, M. Bard a conclu en exprimant l'opinion que le bordereau avait été le principal facteur dans la condamnation de Dreyfus, sur le dire d'experts, et que cette condamnation devrait être annulée.

Pendant l'audience cent anti-révisionnistes ont conduit par MM. Drumont, Millroye et autres, et criant "Vive l'armée, à mort les Juifs", ont tenté de pénétrer dans la salle, mais les manifestants ont été arrêtés par la police et des renforts ont été envoyés pour garder les approches du Palais.

Projet de cabinet.

Paris, France, 27 octobre.—Le président Faure a demandé à M. Dupuy, ce soir à neuf heures, de former un cabinet.

On pense que ce ministère comprendra les hommes suivants: M. Dupuy, président du conseil et ministre de l'intérieur; M. de Freycinet, ministre de la guerre; M. Constans, ministre de la justice; M. Delcassé, ministre des affaires étrangères.

M. Dupuy a demandé jusqu'à demain pour rendre réponse, mais il acceptera sans aucun doute la tâche de former un ministère, à moins de difficultés imprévues.

M. Ribot prendrait le portefeuille des finances et M. Bourgeois celui de l'instruction publique.

M. Dupuy, qui a été interviewé à sa sortie de l'Élysée, a dit que la question de la révision du procès Dreyfus était d'un caractère purement judiciaire, et a ajouté: "Aucun homme politique honnête ne refusera d'accepter la décision qui sera rendue."

Retour du 6e du Massachusetts de Porto Rico.

Boston, 27 octobre.—Le transport des Etats-Unis, Mississippi, venant de Porto Rico avec le 6e régiment volontaires du Massachusetts à bord, est arrivé ici.

Congrès de géologie et d'obstétrique.

Washington, 27 octobre.—Le gouvernement des Pays Bas a envoyé à celui de Washington une invitation à se faire représenter au congrès périodique international de géologie et d'obstétrique, qui aura lieu le 8 août, 1899, à Amsterdam. Les derniers s'étaient tenus à Bruxelles et à Genève.

Les langues officielles qui y sont admises, sont l'allemand, l'anglais, le français et l'italien.

Le secrétaire Hay, qui a reçu l'invitation, l'a envoyée au Bureau d'Education, pour être livrée à la publication.

LA COMMISSION DE PAIX

La situation suivant le "Gaulois".

Les Espagnols cèdent sur la question de la dette cubaine.

Paris, 27 octobre.—Après avoir annoncé qu'à la séance d'hier de la commission de paix, on n'était arrivé à aucune conclusion sur la dette cubaine, le "Gaulois" s'exprime me ainsi.

"La situation est extrêmement tendue, par suite de l'attitude de plus en plus agressive des Américains, et l'on craint que si les Espagnols ne se décident pas à céder sur tous les points, les négociations seront rompues dans la prochaine réunion."

Il semble hors de doute que les élections américaines qui auront lieu prochainement, ont exercé une grande influence sur l'attitude des députés espagnols, qui se sont figurés qu'en gagnant du temps, ils obtiendraient de meilleures conditions de la part de leurs vainqueurs. C'est justement le contraire qui arrive.

"Si les Américains continuent à se montrer intraitables à l'égard des Espagnols, il en peut résulter un renouvellement des hostilités, surtout si ces derniers déclarent qu'ils sont arrivés aux dernières limites des concessions honorables."

Nous espérons, cependant, dit, en terminant le Gaulois que l'affaire s'arrangera d'elle-même. D'après ce que nous savons des sentiments de la nation américaine, nous pouvons affirmer qu'une nouvelle guerre serait accueillie avec défaveur par tous les hommes sensés, et que la commission de paix en poussant à ce résultat assumerait pour l'avenir, une lourde responsabilité.

Paris, 27 octobre.—Les commissaires de paix espagnols ont accepté le refus des commissaires des Etats-Unis de se charger de la dette cubaine.

Une déclaration du gouverneur Tanner relativement à l'importation des noirs dans l'Illinois.

Chicago, 27 octobre.—Une dépêche spéciale de Madison, Illinois, au "Times-Herald" rapporte les paroles suivantes du gouverneur Tanner: "Je répète que je ne souffrirai pas toute cette importation en masse d'étrangers dans l'Illinois: Si on tente une seconde expédition comme celle qui a eu lieu à Virden, peu m'importe par quel chemin de fer, elle arrivera j'irai à sa rencontre, à la frontière de l'Etat et je la mettrai en pièces à coups de canons Gatling."

Telle est la déclaration faite par le gouverneur devant une audience de 1200 personnes qui étaient réunies dans cette ville, dans la salle des Chevaliers de Pythias. Le gouverneur a, dans son discours, expliqué toutes les causes de conflit qui a eu lieu. Il a maintenu que les opérateurs s'étaient mis dans son sort, dans leurs rapports avec les écrivains. Passant en revue ses actes, pendant la crise, il a dit: "Aiors l'Etat-Uni a trouvé juste de saire d'interdire l'importation du travail étranger dans le pays, je me sens parfaitement justifié dans la conduite que j'ai tenue à Virden. Jamais il n'y eut eu de troubles, si l'on n'avait pas transporté, ici, des nègres pour prendre la place des blancs."

Ces importations étaient l'ennemi du pays. Je ne veux pas permettre aux opérateurs d'introduire ici ces gens-là. J'ai pris, pour l'empêcher, les mesures que j'ai considérées, et que je considère encore comme les plus convenables."

Il a terminé en déclarant que tout train pénétrant à l'avenir, dans de pareilles conditions, serait reçu à coups de canons Gatling.

Arrestation du comte de Laboritz à Chicago.

Chicago, Illinois, 27 octobre.—Le comte Léopold de Laboritz, de Bucharest, Roumanie, a été arrêté aujourd'hui sous l'accusation d'avoir obtenu \$8,75 sur de fausses représentations.

Le comte prétend être la victime d'une habile tentative d'escroquerie par laquelle une somme de \$6,000 devait lui être envoyée. Et il a fait arrêter Marvin Victor Henshaw, professeur d'art dramatique, L. E. Henshaw et D. J. Halligan, avocats.

Le comte de Laboritz est venu à Chicago à la sollicitation d'un auteur dramatique. Il s'est intéressé à une pièce écrite par Salvatore et a été présenté à Martin Henshaw.

Celui-ci, d'après le comte, a accepté de monter la pièce si le comte fournissait l'argent nécessaire. Le comte n'avait pas l'argent disponible, mais il consentit à demander le montant nécessaire en Roumanie. Henshaw lui fournit le prix d'un télégramme, \$8,75, et c'est quand il vit que l'argent n'arrivait pas de Roumanie qu'il fit arrêter le comte.

Laboritz a comparu aujourd'hui devant la cour criminelle, mais l'affaire a été remise au premier décembre.

M. Henshaw et les deux avocats nient qu'ils aient essayé de tromper le comte.

Tragédie à Chicago.

Chicago, Illinois, 27 octobre.—Clara Dumont, une Française âgée de vingt-cinq ans, a reçu aujourd'hui dans la partie gauche de la poitrine une balle tirée par Paul Vincent, un individu avec lequel elle vivait.

Vincent s'est suicidé aussitôt. La femme ne pourra probablement pas survivre.

Une querelle avait éclaté parce que Vincent était arrivé tard pour dîner.

Arrestation de Charles Henning.

Louisville, Kentucky, 27 octobre.—M. Haeger, chef de la police de Louisville, a annoncé aujourd'hui l'arrestation à Londres, Angleterre, par des détectives anglais, de Charles G. Henning, qui avait disparu il y a plusieurs semaines avec \$8,200 appartenant à la Banque de Louisville.

Les papiers d'extradition vont être immédiatement préparés et Henning sera ramené aux Etats-Unis.

Retour du Président, ce soir, à Washington.

Philadelphie, 27 octobre.—Le secrétaire Porter a dit, ce matin, que le président McKinley partira pour Washington, à 11 heures 30, ce soir, et qu'il doit y avoir, demain matin, un conseil de cabinet.

M. Porter n'a voulu rien révéler sur la réunion de cabinet qui a eu lieu, hier soir, ici, dans cette ville; mais on affirme qu'il ne s'y est rien traité d'important. Il n'a été fait mention d'aucune communication venant de Paris.

Protectorat de l'Angleterre sur l'Egypte.

Paris, France, 27 octobre.—On annonce ce soir à Paris que le cabinet anglais a décidé, à la séance d'aujourd'hui, de proclamer le protectorat de la Grande-Bretagne sur l'Egypte.

La Peste à Samarkand.

St-Petersbourg, Russie, 27 octobre.—Il est maintenant reconnu que la maladie qui règne à l'état épidémique à Samarkand est la véritable peste.

Exposition industrielle d'Anvers.

Washington, 27 octobre.—Le Département d'Etat a reçu par l'entremise de l'ambassade anglaise une invitation à prendre une part active à l'Exposition Industrielle et Minière de l'Australie, qui doit s'ouvrir à Coolgardie, le 31 mars prochain, et durera trois mois.

Les principales exhibitions seront celles des machines employées pour les mines, les forêts et l'agriculture; celles des appareils pour l'extraction de l'or, des appareils électriques, des véhicules, des bicyclettes, des tentes, des maisons, des condensateurs, des instruments de sanitation et de tout ce qui concerne l'alimentation.

La fièvre au Mexique.

Laredo, Tex., 27 octobre.—Le secrétaire de l'Etat de Nova Leon, Mexique, annonce officiellement deux cas de fièvre jaune, à Monterey, et 10 cas douteux.

Les rapports seront communiqués par le canal des fonctionnaires mexicains.

Les trains de passagers et de fret circulent librement sur le chemin de fer National, jusqu'à Satillo et Mexico.

Le temps s'est beaucoup refroidi, ici et dans un rayon de 200 milles, autour de Monterey.